



Fédération Syndicale Unitaire

104 rue Romain Rolland - 93260 Les Lilas

Tél : 01 41 63 27 30 – Fax : 01 41 63 15 48 - Email : fsu.nationale@fsu.fr - Site web : www.fsu.fr

*Bernadette Groison
Secrétaire Générale
BG/NO/13.14/068*

Monsieur François HOLLANDE
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris

Les Lilas le 12 mars 2014

Monsieur le Président de la République,

La FSU considère que le Pacte de responsabilité que vous avez décidé, et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, répond d'une logique inacceptable d'austérité et attaque inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins sociaux augmentent. Les organisations patronales disent attendre aujourd'hui l'engagement des pouvoirs publics pour juger de l'efficacité de ce pacte. Ainsi les évolutions actuelles ne font que confirmer nos craintes. Rien ne garantit aujourd'hui que les marges que vous avez annoncées vouloir redonner aux entreprises seront utilisées pour relancer l'emploi et les investissements.

A la suite de votre annonce du mois de janvier concernant ce pacte, la FSU a adressé une lettre ouverte à tous les agents de la fonction publique, dans laquelle elle s'inquiète des conséquences budgétaires du pacte de responsabilité sur la Fonction publique et plus globalement sur les services publics.

Vous le savez, la Fonction publique et ses agents n'ont pas été épargnés ces dernières années : réduction massive d'emplois, restructuration des services au seul motif des réductions budgétaires, réduction des missions, gel des salaires... Toute nouvelle baisse des dépenses publiques sera source d'une nouvelle dégradation des services rendus aux usagers ainsi que de celles des conditions de travail et des rémunérations des agents.

La FSU conteste les retombées prévisibles de ce pacte et en cela n'accepte pas cette nouvelle baisse des dépenses publiques qui affaiblira encore l'action de l'Etat et des pouvoirs publics garants d'une égalité d'accès aux droits sur l'ensemble du territoire.

La FSU est convaincue que l'Etat doit pouvoir fonctionner mieux, au moment où d'une part doivent s'ouvrir les discussions puis les négociations dans la Fonction publique sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations des agents de la fonction publique, et au moment où d'autre part de nouvelles politiques publiques se mettent en place (formation professionnelle, adaptation de la société au vieillissement de la population, refondation de l'École...), il est clair que réformer la Fonction publique nécessite des moyens importants.

Les agents de la Fonction publique ont besoin d'une juste reconnaissance de leur travail, de leur engagement au service de l'intérêt général et ne peuvent attendre plus longtemps que soit mis fin à la baisse régulière de leur pouvoir d'achat et au gel de leurs salaires. Ils attendent également que s'ouvrent des négociations pour la revalorisation et la reconnaissance de leurs qualifications.

.../...

.../...

La FSU tient à savoir dès à présent comment le gouvernement compte financer ce pacte de responsabilité en dehors d'une réforme fiscale plus juste et plus solidaire. L'hypothèse par exemple d'un transfert de charge sur les cotisations sociales inquiète fortement la FSU quant à ses conséquences en termes d'affaiblissement des financements des politiques de solidarité.

Dans la période de crise actuelle, il ne s'agit pas, pour la FSU, d'opposer la nécessité de la relance de l'emploi dans le secteur privé au bon fonctionnement de la Fonction publique. Au contraire les deux sont liés. Or, les discussions et discours actuels autour du pacte de responsabilité se font au détriment de la fonction publique. Il est grand temps d'affirmer que les services publics, la fonction publique comme les entreprises, sont créateurs de richesse et participent au développement de l'activité et de l'attractivité de notre pays. Il s'agit alors de tout mettre en œuvre pour permettre une réelle relance de l'activité économique de notre pays tout en préservant sa cohésion sociale.

Pour toutes ces raisons, la FSU appelle les agents de la fonction publique, au côté des salariés du privé, à être en grève le 18 mars prochain.

La FSU, qui n'a pas encore été entendue par votre gouvernement sur ce sujet, tient par ailleurs à pouvoir être informée des mesures concrètes que vous envisagez et à pouvoir donner son analyse sur ce sujet déterminant pour l'avenir économique et social de notre pays.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de mes salutations respectueuses.

Bernadette Groison
Secrétaire Générale de la FSU

